

# Les raisons de la colère : Macron a réveillé les Français !

On paie aujourd'hui le prix du hold-up politique qui, en 2017, a placé à la tête de l'État un candidat élu avec seulement 30 % du corps électoral, du fait des 55 à 60 % d'abstentionnistes. Et quand les thuriféraires et les obligés de Macron s'indignent que la présence de leur poulain soit discutée, ils mettent en avant les 70 % des voix en sa faveur au 2<sup>e</sup> tour de la présidentielle où le poulain se mesurait à Marine Le Pen, jouant au rempart contre le fascisme ; d'où le vote d'une gauche et d'une droite manipulées qui espéraient y trouver leur compte, comme le confirme d'ailleurs le ralliement de nombreux socialistes, républicains et centristes. Mais 70 % de 45 % représentent à peine plus de 30 %. Victoire amplifiée aux législatives qui envoyèrent à

l'Assemblée nationale une majorité de députés potiches, macrons pur sucre retenus pour leur souplesse et leur manque de culture et d'expérience politiques, lesquels vont voter comme un seul homme tous les projets de loi proposés par le gouvernement, c'est-à-dire par Macron, car lui seul décide, les ministres étant là pour la figuration. C'est dire que, depuis un an et demi, Emmanuel Macron concentre les pouvoirs exécutif, législatif, mais aussi médiatique et judiciaire, sans contre-pouvoir.

Or, l'homme providentiel n'est pas tombé du ciel. Programmé et formaté par les représentants de la finance et des multinationales qui, préalablement, l'avaient fait entrer chez Rothschild puis chez Hollande, avant de le présenter à la présidentielle et de financer sa campagne, il avait été choisi pour sa jeunesse, son intelligence, son aisance, son brillant. Ses conseillers occultes, habitués des rencontres de Bilderberg et de la Trilatérale, par ailleurs propriétaires d'importants médias (*BFM TV, CNews, Libération, Le Monde, le JDD...*) le présentèrent comme candidat du renouveau et de la modernité, inventeur d'un concept qui rompait avec les vieux partis : l'homme du juste milieu, ni de droite ni de gauche, mais de droite et de gauche (ce qu'on peut qualifier plus simplement de centre mou relooké), et bientôt coqueluche de la gauche *new-look* et des bobos, assisté de politicards recyclés.

Une fois élu, il était normal qu'il mène la politique qu'attendaient les puissances occultes qui l'avaient fait roi et dont il partageait l'idéologie : l'avènement d'une économie mondialisée, dominée par les multinationales ennemies des nations et de la démocratie, et ce par l'accélération de la mondialisation, l'abolition des frontières, l'ouverture aux migrants, le culte de la réussite rapide et l'inféodation à l'argent au détriment de la culture et de l'identité.

MACRON DES BOIS !!!

JE PRENDS AUX  
PAUVRES  
POUR DONNER  
AUX  
RICHES!



Il s'agissait donc de s'attaquer à la France profonde

abandonnée, mise en coupe réglée, en délocalisant, en supprimant les barrières douanières, ce qui allait pénaliser et démanteler notre industrie et bientôt notre agriculture, en désertifiant les campagnes et les petites villes qui voyaient peu à peu disparaître commerces et service public. Et tout en distillant des paroles rassurantes, réduire la France profonde et ces Français de la ruralité, ces « Gaulois réfractaires » attachés à leur Histoire, à leurs racines, à leurs traditions, à leur langue, ce qui, aux yeux de l'élite bien-pensante, équivaut à être englué dans un monde disparu, à refuser le libéralisme, le progrès, et donc condamnés à être balayés en tant que peuple pour être transformés en consommateurs compulsifs, en moutons privés de leur libre arbitre.

Mais cette France que l'on croyait anesthésiée, sinon moribonde, tout à coup se redresse, car Emmanuel Macron a eu beau se déguiser en nouveau messie prétendant bousculer le vieux monde pour y substituer un monde nouveau, la France du bon sens a bien vu que derrière le libéralisme échevelé présenté comme une chance, derrière la célébration de la réussite, se cachait la liquidation du vieux monde et de sa population.

Le mouvement des Gilets jaunes marque en cela la révolte que beaucoup attendaient, celle d'un pays humilié, oublié, méprisé, prolétarisé, dépouillé d'avenir et de perspectives. Un soulèvement populaire que les tenants du libéralisme tous azimuts et du politiquement correct dénoncent comme populiste en feignant de séparer ceux qui viennent du peuple et ceux qui, abusivement, s'en réclament. Mais pourquoi ces dizaines de milliers de Gilets jaunes rassemblant des gens de tous âges et de toutes conditions : petits paysans, artisans, employés, salariés, fonctionnaires, travailleurs précaires et mal payés, déclassés, retraités en difficulté relèveraient-ils de la caricature populiste ?

À l'appel d'une poignée d'internautes qui, par le biais des réseaux sociaux, avait en un mois suscité un raz-de-marée,

ceux qui jusqu'ici supportaient en silence leur pauvreté comme s'ils en avaient honte, tout à coup retrouvent la fraternité, l'échange. Ils disent leur colère, leurs salaires et revenus misérables, leurs villages désertifiés, la disparition des services publics, le chômage. Ils voient bien qu'il ne s'agit pas là d'une fatalité, mais d'une volonté politique, le pouvoir, au fil de temps, ayant laminé, détricoté, appauvri pendant qu'une caste s'enrichissait. Vent debout contre Macron le mondialiste, le président des riches et des privilégiés, ils veulent plus de justice, plus d'équité, plus de considération, vivre tout simplement et non subsister, eux et leur famille, et pouvoir rêver d'un avenir pour leurs enfants. Mais aussi rester fidèles à leurs racines, à leur Histoire, refusant de devenir les instruments d'un monde technocratique, sans morale ni principes, les valets d'énarques arrogants, d'une minorité financière toujours plus avide, une « élite hors-sol », sans identité ni épaisseur humaine, niant sa culture et y substituant les gadgets à la mode, la modernité à tout prix, l'engouement pour le dérisoire branché, les grandes causes qu'on ne saurait discuter. On rencontre ici la même situation qu'aux États-Unis avec les petits Blancs méprisés par les démocrates, qualifiés par Hillary Clinton de « déplorables » et qui ont voté pour Trump. Même chose en Angleterre avec le Brexit...

Certes, la fracture sociale n'est pas nouvelle, mais Macron, en élève appliqué, l'a accélérée, tenant pour quantité négligeable les petits, les sans-grades, les gens de peu et ignorés des requins de la finance, des politiciens opportunistes, des gavés d'une République où le luxe le plus inouï côtoie le dénuement, où la voix des puissants couvre celle des humbles. Ils ne supportent plus ce pouvoir arbitraire qui se soucie infiniment plus de ses intérêts que de ceux du pays qu'il est censé servir. Alors, à défaut d'être entendus, ils entrent en dissidence.

Le président Macron, incapable d'écouter, de dialoguer, n'a

rien vu venir. Et la nomenklatura privilégiée, coupée des réalités, sent tout à coup le pouvoir vaciller, son confort matériel et moral menacé par ceux qu'elle traitait hier encore de beufs et de fachos... De retour de ses tribulations sud-américaines, le président n'avait pas pris la mesure du mécontentement. Car les quelques phrases que, depuis Buenos Aires, il avait, en conclusion d'un discours verbeux consacré aux violences institutionnelles, étaient sidérantes de morgue, d'inconscience et de vacuité. Auparavant, il s'était longuement félicité en mettant en avant le rôle capital qu'il aurait joué dans le succès du G20 où, grâce à ses efforts, la France aurait été à l'honneur. N'y avait-il pas dans ce narcissisme et cet aveuglement un écho de la fable où la grenouille voulait se faire aussi grosse que le bœuf.

Après s'être gargarisé de grandes envolées dont les Français, plongés dans un marasme économique sans précédent, n'ont que faire, il avait fini par évoquer leur situation mais brièvement, comme si la France et les Français étaient moins importants que ses gesticulations écologiques. Quelques jours avant, entonnant le couplet « fin de mois / fin de monde », il soulignait la grandeur de son combat : « Sauver la planète », mission infiniment plus urgente, bien entendu, que de prendre des mesures pour stopper l'appauvrissement des classes moyennes et des couches populaires et entendre leur colère. Mais il n'y a que les naïfs pour tomber dans le panneau car, pour Emmanuel Macron, l'écologie sert à cacher la marche forcée vers la mondialisation et le culte du profit sans limites, mais aussi la marginalisation et l'effacement de ceux que l'État condamne comme rétrogrades alors qu'ils sont en train de réinventer une autre forme de politique et de convivialité.

Il a aussi laissé planer le doute sur le comportement des Gilets jaunes confondus avec les casseurs, confusion savamment entretenue tant par les gens du pouvoir que par les journalistes aux ordres. Les Gilets jaunes reconnaissaient

d'ailleurs que, si au cours d'affrontements avec la police qui, de manifestation en manifestation, vont s'intensifiant, certains répondirent aux violences par des violences car l'escalade s'accélère. Jusqu'où ira-t-on ? Tous, en revanche, ont dénoncé les destructions systématiques, les incendies d'immeubles, les saccages de magasins et les pillages, qui sont le fait d'extrémistes et de voyous rompus à la guerre urbaine mais aussi de la racaille des cités venus faire « son marché de Noël » et assouvir sa haine de la France et de ses symboles.

Dans son allocution, le président, balayant les questions des journalistes d'un revers de manche, avait, sans le dire, laisser craindre qu'il ne changerait pas de cap, formule chère aux politiciens à l'ego surdimensionné et allergiques à tout dialogue. Céder serait rédhibitoire car il risquerait de passer pour un Juppé qui, « droit dans ses bottes », s'était finalement déculotté.

Après avoir essayé d'enfumer les contestataires dans des face-à-face verbeux avec le ministre de l'Écologie et le Premier ministre, ce dernier fut chargé de recevoir les leaders politiques le 3 décembre pour écouter leurs propositions. Ces manœuvres de diversion visaient-elles à gagner du temps en espérant que le mouvement s'essoufflerait, selon la tactique bien connue du pourrissement ? Malheureusement pour le pouvoir, les Gilets jaunes continuent à être soutenus par l'opinion publique, même si des fractures entre modérés et radicaux sont inévitables dans un mouvement aussi récent, d'autant que les tentatives d'infiltration et de récupération sont nombreuses, notamment par l'extrême gauche qui rêve d'instrumentaliser les Gilets jaunes à des fins politiques.

En refusant de changer de cap, le président, ce « garçon immature » selon Michel Onfray, « adolescent psychopathe » selon un psy invité à l'antenne, jouait avec le feu et montrait une irresponsabilité politique grave alors que le temps presse. Revirement inattendu le 3 décembre : le

président envoie son Premier ministre au créneau pour annoncer un moratoire sur l'augmentation des carburants prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et qui avait été le point de départ de la contestation. Mais il est bien tard et cette feinte concession ne saurait répondre aux attentes des Gilets jaunes dont les revendications ont augmenté. De plus, la ficelle est un peu grosse : un moratoire prévu pour six mois couvre la période des élections européennes ! Une fois encore, le pouvoir cherche à entourlouper et l'annonce est loin de calmer le jeu, tandis que 78 % des Français affirment ne plus faire confiance à Macron qui, en visite « expiatoire » à la préfecture du Puy-en-Velay incendié par des Gilets jaunes enragés, s'est fait huer et a dû partir au plus vite.

Nouveau coup de théâtre le mercredi 4 décembre : Macron aux abois annonce qu'il abandonne le moratoire et que les taxes sont supprimées. Cela sans en avoir fait part au Premier ministre en train de défendre son moratoire à l'Assemblée nationale. Belle leçon de civisme !... Le président, qui tente de reprendre la main et de désamorcer la crise, multiplie les annonces, tandis que d'autres, tel le ministre du Travail, assurent que les efforts paieront et qu'« il faut inciter au retour à un emploi durable ». Ils sont également nombreux à jurer que les mesures entreprises donneront des résultats en 2020 ou 2021, et que le pouvoir n'est pas responsable car il est victime de la conjoncture. Une langue de bois qui ne convaincra personne.

À la veille d'une nouvelle manifestation dont tout laisse à penser qu'elle sera infiniment plus périlleuse que les précédentes et où les ultras, casseurs pillards et voyous des cités appelés à la rescousse seront nombreux, on peut s'interroger sur les manœuvres gouvernementales qui n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu. Pourquoi avoir interdit les Champs-Élysées et non l'Arc de Triomphe, ce qui a permis aux casseurs d'investir le monument et à certains de détruire – à la manière de Daesh – une statue de Marianne ? Le Premier



ministre a pu ainsi dénoncer les manifestants coupables d'avoir profané la tombe du Soldat inconnu, symbole de la France, alors qu'on a vu des Gilets jaunes faire barrage aux casseurs pour la protéger. N'avait-on pas usé aussi d'une stratégie aberrante en gazant, dès le matin, des manifestants pacifiques parmi lesquels se trouvaient d'ailleurs des gens âgés ? S'agissait-il de les provoquer pour engendrer des heurts ?... Pourquoi avait-on sous-estimé le nombre des casseurs alors qu'ils étaient connus des services de police mais n'avaient pas été neutralisés ? Pourquoi les Gilets jaunes ont-ils été fouillés minutieusement alors que les vrais casseurs ont pu introduire des armes (battes de base-ball, haches, barres de fer) et des disques destinées à découper les distributeurs bancaires ?... Pourquoi a-t-on abandonné l'avenue Kléber aux voyous dont on connaît la détermination, l'expérience, la mobilité, et qui ont ainsi pu saccager et piller à leur aise ? Pourquoi a-t-on immobilisé 2 000 CRS pour garder les bâtiments publics alors qu'ils auraient pu être remplacés par des militaires et protéger les biens privés ? Les forces de l'ordre qui ont été débordées étaient-elles en nombre suffisant face aux intentions meurtrières de certains émeutiers, ce qui a entraîné de leur part des réactions musclées, pas toujours bien ciblées ? Car on a bien vu que les arrestations ont surtout concerné des Gilets jaunes venus de province et dont bon nombre manifestaient pour la première fois et n'avaient pas de casier judiciaire. Les vrais casseurs, eux, étaient insaisissables. Le résultat est que les policiers sont aujourd'hui ostracisés (on est passé de l'empathie après les attentats terroristes à la haine) et jouent, comme les Gilets jaunes, le rôle de boucs émissaires.

Le président, naviguant à vue, semble incapable d'assurer la sécurité des Français. Situation grave que dénonçait une syndicaliste de la police en incriminant le laxisme du pouvoir et de la justice, ainsi que l'utilisation sans discernement des forces de police. Or, ajoutait-elle, celles-ci, épuisées, constituent pourtant le dernier barrage à un affrontement de

grande envergure. La plupart des partis politiques et des syndicats, mais aussi les Gilets jaunes, avaient tiré la sonnette d'alarme voilà déjà un moment. Le président ne les avait pas entendus ou les avait ignorés ; ses dérobades sont inquiétantes et ses volte-face lourdes de conséquences. Vendredi soir 7 décembre, dernier acte, le Premier ministre reçoit une délégation de Gilets jaunes. Il les entendra, certes, mais quelles réponses donnera-t-il à leurs questions qui dépassent largement les simples augmentations et taxes ? Cette délégation est-elle d'ailleurs représentative du mouvement ou d'une partie seulement ? Toujours est-il que plusieurs responsables ont demandé de manifester *in situ* et de ne pas se rendre à Paris où ils risqueraient de se faire piéger par des émeutiers n'ayant rien à voir avec leurs revendications et susceptibles de les dévoyer. Un certain nombre, de leur côté, ont choisi d'autres lieux pour se différencier des casseurs.

Bien peigné, bien cravaté, bien costumé, notre smart président répugne à se mettre en première ligne et à s'adresser aux Français. Il le fera lundi soir, a-t-il annoncé, sans doute parce qu'alors il aura mesuré les rapports de force. Ayant mis beaucoup de temps pour écouter ces gens en souffrance qui, acculés au désespoir, se rebellent, il nous engage sur une voie dangereuse ; mais n'adopte-t-il pas la même attitude dans nombre de domaines sensibles : ouverture des frontières, approbation du Pacte mondial des migrations... Est-il conscient que si la Constitution de la V<sup>e</sup> République lui accorde des pouvoirs importants, elle lui impose aussi des devoirs : maintenir la paix sociale, prendre en compte le mécontentement, protéger les oubliés d'une mondialisation impitoyable, défendre la nation... Sa responsabilité est immense, d'autant qu'il règne en maître et décide de tout. Aujourd'hui, le roi est nu. Seul. Avec, en perspective, un samedi où tout peut arriver. En octobre 2017, Emmanuel Macron confiait au *Guardian* avec sa faconde habituelle : « Je ne suis pas fait pour diriger par temps calme. Mon prédécesseur

l'était, mais moi je suis fait pour les tempêtes. » Le pédant président est servi ! Comme il est loin le temps des roucoulades avec Brigitte à la une de *Paris-Match*.

**Max Chaleil**